

RENCONTRE OLIVIER KLEIN – CAU : LE GOUVERNEMENT N'ENTEND TOUJOURS PAS L'URGENCE SOCIALE

Après sa première rencontre ce matin avec le ministre du Logement Olivier Klein, le Collectif des associations unies (CAU) regrette le manque de réponse du gouvernement au regard de la gravité de la situation sur le front du sans-abrisme et du mal-logement. Malgré les alertes de toutes parts sur la hausse du nombre de personnes sans-abri dans le pays, y compris des milliers d'enfants, le gouvernement, qui admet que la question des enfants à la rue est une « *préoccupation principale* » d'après le ministre, maintient son intention de supprimer 14 000 places d'hébergement, comme le prévoit le projet de loi de finances pour 2023.

Cette réduction des moyens budgétaires, qui sera payée par les plus vulnérables d'entre nous, serait justifiée par un effort accru en faveur du logement, qui est évidemment préférable à l'hébergement d'urgence. Hélas, le budget 2023, dans la lignée du quinquennat précédent, poursuit les coupes dans l'aide au logement, avec plus de 4 milliards d'euros de coupes sur les APL par rapport à 2017, et la poursuite de la ponction de 1,3 milliard d'euros sur les logements sociaux. Dans ces conditions, les crédits supplémentaires dédiés à l'intermédiation locative, 40 millions d'euros dans le cadre du plan Logement d'abord, sont bien maigres. Autant dire que l'engorgement pour l'accès au logement social (2,3 millions de ménages en attente) et même à l'hébergement d'urgence (6 000 demandes non-pourvues chaque soir dont 2 000 enfants) risque de s'aggraver dans l'année à venir, en particulier pour les plus précaires, les habitants des bidonvilles ou les personnes en précarité administrative.

De plus, l'actualité met à rude épreuve les personnes les plus mal-logées et sans domicile et les associations qui les accompagnent, notamment un grand nombre de salariés qui n'ont pas été inclus dans le Ségur social. La hausse des prix de l'énergie pèse lourdement sur les plus modestes, faute de revalorisation substantielle du chèque énergie, des minima sociaux, des APL et de leur forfait charges. Quant à la rénovation énergétique, principale solution durable face à la précarité énergétique, elle n'a pas fait l'objet d'un plan de soutien à la hauteur des enjeux, avec simplement 100 millions d'euros supplémentaires au budget 2023, alors que les besoins sont immenses pour accompagner et réduire le reste-à-charge des ménages à bas revenus et mettre l'accent sur des rénovations performantes et globales.

Le Collectif des associations unies maintient la pression et appelle à la mobilisation. Une conférence de presse est prévue le lundi 17 octobre à 11h à l'Assemblée nationale, en présence de collectifs de soutien aux élèves à la rue et de nombreux parlementaires.

CONTACTS PRESSE :

Angèle Roblot, Chargée de relations médias à la Fondation Abbé Pierre, aroblot@fondation-abbe-pierre.fr / 06 23 25 93 79

Audrey-Jane Baldi, Responsable communication Fédération des acteurs de la solidarité : audrey-jane.baldi@federationsolidarite.org / 06 17 80 03 52